

Aimé Emmanuel YOKA.

**Arrêté n° 12900 du 15 septembre 2011** portant règlement intérieur des maisons d'arrêt

Le ministre d'Etat, coordonnateur du pôle de la souveraineté, garde des sceaux, ministre de la justice et des droits humains,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2003-99 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de la justice et des droits humains ;

Vu le décret n° 2003-326 du 19 décembre 2003 relatif à l'exercice du pouvoir réglementaire ;

Vu le décret n° 2010-299 du 2 avril 2010 portant organisation du ministère de la justice et des droits humains ;

Vu le décret n° 2011-494 du 29 juillet 2011 portant attributions et organisation de la direction générale de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 2011-558 du 17 août 2011 portant nomination de nouveaux ministres et fixant la composition du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 12899 du 15 septembre 2011 fixant les attributions et l'organisation des maisons d'arrêt.

Arrête :

## Chapitre 1 : Dispositions générales

Article premier : Le présent arrêté fixe, conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté n° 12899 du 15 septembre 2011 susvisé, le règlement intérieur des maisons d'arrêt.

Article 2 : Le présent règlement intérieur est applicable à l'ensemble des maisons d'arrêt situées sur l'ensemble du territoire national.

## Chapitre 2 : Des mesures de sécurité

Article 3 : Tous les détenus doivent être fouillés lors de leur incarcération. Ils doivent également être fouillés à chaque sortie de l'établissement et pendant le temps de leur détention aussi souvent que l'administration le juge nécessaire.

Les femmes et les hommes ne peuvent être fouillés que par les personnes de même sexe.

Chapitre 3 : De la saisine et des missions de la force publique

### Section 1 : De la saisine

Article 4 : La force publique est saisie par demande de concours ou par réquisition, soit du procureur de la République, soit du directeur de la maison d'arrêt pour les missions de courte durée ou par note administrative au cas où la mission est de longue durée.

### Section 2 : Des missions de la force publique

Article 5 : La force publique a pour missions de :

- assurer la sécurité de l'établissement en vue de prévenir les agressions, les intrusions extérieures et les éventuelles évasions ;
- assurer la sécurité des personnels de l'administration, des détenus, ainsi que de leurs biens au sein de l'établissement pénitentiaire ;
- assurer le maintien de l'ordre dans l'établissement lorsque celui-ci est troublé ;
- renforcer les mesures de surveillance dans l'établissement lorsque le besoin se fait sentir ;
- extraire les détenus pour leur présentation aux autorités judiciaires compétentes ;
- remettre les détenus à la disposition du personnel pénitentiaire en vue de leur réintégration dans les cellules.

Article 6 : Le détachement de la force publique est placé sous l'autorité du directeur de la maison d'arrêt.

## Chapitre 4 : Des missions des agents pénitentiaires

Article 7 : Le personnel pénitentiaire a pour missions:

- assurer la sécurité intérieure de l'établissement ;
- gérer le régime de la détention ;
- veiller à la sécurité de tous les quartiers de l'établissement ;
- procéder quotidiennement aux contrôles physiques des détenus et aux fouilles en cas de nécessité ;
- ouvrir et fermer les cellules
- organiser les affectations des détenus dans les quartiers selon la catégorie pénale ;
- gérer au quotidien les détenus selon leurs régimes pénitentiaires.

Article 8 : Le contrôle dans les cellules a lieu le matin à l'ouverture à 7 heures 30 et le soir à la fermeture à 17 heures.

## Chapitre 5 : Des visites et des correspondances

### Section 1 : Des visites

Article 9 : Les jours et heures de visites sont fixés comme suit :

- jeudi : de 9 heures à 12 heures le matin, et de 14 heures à 16 heures l'après-midi ;
- samedi : de 9 heures à 14 heures.

Article 10 : La durée de la visite est de 15 minutes, en présence d'un surveillant, tandis que celle des avocats ne peut dépasser une heure.

Article 11 : Les permis de communiquer sont délivrés soit par le magistrat compétent pour les détenus préventifs, soit par le juge de l'application des peines pour les condamnés.

Article 12 : Les avocats peuvent visiter leurs clients tous les jours de 7 heures à 16 heures.

Article 13 : Tout détenu a le droit, durant la période de sa détention, de recevoir la visite de son conjoint

ou de sa conjointe, de ses parents et beaux-parents, de ses amis et connaissances, ainsi que de toute organisation ou association humanitaire et/ou caritative sauf avis contraire de l'autorité judiciaire.

Article 14 : Tout visiteur doit décliner son identité, son lien de parenté ou d'amitié avec le prévenu ou le condamné.

Article 15 : Les visiteurs doivent être fouillés à l'entrée et à la sortie. Ils sont tenus de déposer au poste de contrôle :

- les pièces d'identité ;
- les armes à feu ou les armes blanches ;
- les appareils de communication et tous autres objets suspects en leur possession.

Article 16 : L'accès au parloir implique la fouille par palpation des détenus avant et après l'entretien.

Article 17 : Les détenus et les visiteurs doivent s'exprimer en français, en lingala ou en kituba.

Toutefois, lorsque les uns et les autres ne peuvent parler l'une de ces langues, le surveillant doit faire appel à une tierce personne qui peut assurer en toute confiance l'interprétariat, sauf si le permis de communiquer qui a été délivré prévoit expressément que la conversation peut avoir lieu en langue étrangère.

Article 18 : Les visiteurs doivent être assis pendant la visite et observer une tenue correcte.

En cas de manquement caractérisé aux règles précitées, la visite peut être interrompue par le surveillant. A cet effet, le permis de communiquer peut être suspendu ou retiré. Un rapport est établi pour relater l'incident.

Si ces manquements constituent des infractions pénales telles que la possession des substances ou objets dangereux, l'intéressé peut être présenté au Procureur de la République pour des poursuites pénales éventuelles.

## Section 2 : Des correspondances

Article 19 : La possession des téléphones portables par les détenus n'est pas autorisée.

Ils ne peuvent téléphoner qu'en présence d'un surveillant en utilisant le téléphone public.

Article 20 : Les détenus peuvent écrire tous les jours et sans limitation à toute personne de leur choix, sauf lorsqu'ils sont frappés d'une interdiction de communiquer.

Article 21 : L'interdiction de communiquer est inopposable à l'avocat du prévenu.

Article 22 : A l'arrivée comme au départ, les lettres des détenus sont lues aux fins de contrôle.

Article 23 : Les lettres adressées aux détenus ou envoyées par eux doivent être lisibles et compréhensibles.

Les lettres écrites en langues étrangères doivent être traduites en français pour une bonne compréhension.

Elles sont confisquées lorsqu'elles contiennent des menaces contre l'ordre intérieur de l'établissement.

Article 24 : En cas de saisie d'un courrier jugé suspect, le détenu doit en être informé. Ce courrier peut éventuellement être transmis au procureur de la République aux fins de prendre des mesures judiciaires utiles à l'encontre de l'intéressé.

Article 25 : Les lettres des détenus doivent être acheminées en l'état à leurs destinataires lorsqu'elles ne causent aucun préjudice à l'administration pénitentiaire ou ne porte atteinte à un tiers.

Article 26 : Les colis sont fouillés à l'arrivée comme au départ.

## Chapitre 6 : De l'hygiène et de l'alimentation

### Section 1 : De l'hygiène

Article 27 : Les détenus sont tenus de se laver chaque jour et de se coiffer régulièrement.

Ils doivent veiller à la propreté de leurs vêtements et de leur matériel de couchage.

### Section 2 : De l'alimentation

Article 28 : Chaque détenu a droit à une alimentation saine et équilibrée.

Toutefois, les détenus présentant un régime alimentaire particulier peuvent recevoir la nourriture provenant de l'extérieur tous les jours.

Le surveillant est obligatoirement tenu de vérifier et de contrôler le contenu du repas qu'il fait goûter à la personne qui l'apporte.

## Chapitre 6 : Du port du costume pénitentiaire

Article 29 : Les personnes placées sous mains de justice sont astreintes à l'obligation du port du costume pénitentiaire pendant leur séjour carcéral.

Article 30 : Les caractéristiques du costume pénitentiaire sont déterminées ainsi qu'il suit :

- les hommes condamnés pour crime sont astreints au port d'un pantalon et d'une chemise sans poches, à manches longues, au col V de couleur bleue de nuit ;
- les hommes condamnés pour délit sont astreints au port d'une culotte et d'une chemise sans poches, à manches courtes, au col V de couleur bleue de nuit ;

- les prévenus hommes sont tenus à l'obligation de porter une culotte et d'une chemise sans poches, à manches courtes, au col V de couleur verte ;
- les femmes condamnées pour crime sont astreintes à l'obligation du port d'un pantalon et d'une chemise sans poches, à manches courtes, au col V de couleur rose ;
- les femmes condamnées pour délit sont astreintes à l'obligation du port d'un pantalon et d'une chemise sans poches, à manches courtes, au col V de couleur bleue clair ;
- les femmes admises au régime de la détention préventive sont astreintes au port d'une jupe longue évasée et d'une chemise sans poches, à manches courtes, au col normal de couleur marron.

Article 31 : Les mineurs sont tenus à l'obligation du port d'un pantalon et d'une chemise sans poches, à manches courtes, au col normal de couleur marron.

#### Chapitre 7 : Du travail pénitentiaire

Article 32 : Tout condamné est astreint au travail pénitentiaire sous réserve de ses aptitudes physiques, intellectuelles et professionnelles.

Article 33 : Le travail pénitentiaire doit se dérouler du lundi au samedi. Sa durée ne peut excéder sept heures par jour.

Les chefs des maisons d'arrêt doivent tenir compte des heures de pause, de repas, de promenades, des activités culturelles ou sportives des détenus.

#### Chapitre 8 : Des droits des détenus

Article 34 : Le détenu a droit à une formation scolaire, professionnelle, à la culture, à la pratique du sport, et aux soins médicaux.

Article 35 : Les détenus sont autorisés à faire usage des moyens d'information suivants :

- les journaux ;
- les livres ;
- les périodiques ;
- les postes radio et les postes téléviseurs.

Seul le chef de la maison d'arrêt, usant de son pouvoir d'appréciation, peut autoriser l'introduction d'un micro-ordinateur.

Article 36 : Les détenus peuvent se procurer des journaux, des périodiques et des livres congolais ou étrangers ayant fait l'objet d'un dépôt légal.

Le chef de la maison d'arrêt peut suspendre la remise d'une revue à un détenu si sa publication contient

des informations susceptibles de constituer une menace pour la sécurité des personnes ou de l'établissement pénitentiaire.

#### Chapitre 9 : De la discipline et des sanctions

##### Section 1 : De la discipline

Article 37 : Les détenus doivent obéir aux agents de l'établissement ayant autorité sur eux dans l'exercice légal de leurs attributions.

Article 38 : Les détenus sont responsables de la propreté de leurs cellules. Celles-ci doivent être balayées chaque matin et lavées à grande eau au moins une fois par semaine sous la responsabilité des chefs de cours ou de cellules désignés par le directeur de la maison d'arrêt.

Article 39 : Le vol, la consommation de la drogue et de l'alcool, les rixes, les injures et toutes formes de violence sont interdits.

La possession des scanners, des graveurs de CD, CD-RW, CD-ROM, VCD, DVD et DVD-ROM, ainsi que d'appareils audio, photographiques et vidéo par les détenus est formellement interdite.

Article 40 : Tout jeu à but lucratif et la pratique de tout sport violent susceptibles de troubler l'ordre public sont formellement interdits.

##### Section 2 : Des sanctions

Article 41 : Tout détenu qui n'observe pas les règles de bonne conduite et du fonctionnement de l'établissement pénitentiaire s'expose à des sanctions telles que :

- la restriction ou la suspension des visites ;
- le placement au quartier disciplinaire pour une durée qui ne peut excéder un mois ;
- l'interdiction temporaire de correspondre.

#### Chapitre 4 : Dispositions diverses et finales

Article 42 : Les directeurs des maisons d'arrêt sont tenus à l'application stricte du présent règlement intérieur.

Article 43: Chaque directeur peut prendre, en tant que de besoin, d'autres mesures non contraires au présent règlement intérieur selon les réalités pratiques de la maison d'arrêt.

Article 44 : Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 15 septembre 2011

Aimé Emmanuel YOKA.